



## COMMUNE DE MAINCY

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

## ACTE D'ENGAGEMENT

*Zone à compléter par le candidat*

**RAISON SOCIALE**

--

*Cadre réservé à la collectivité*

**ACCORD-  
CADRE N°**

				/				
--	--	--	--	---	--	--	--	--

**NOTIFIÉ LE**

				2	0	2	1
--	--	--	--	---	---	---	---

**Objet du marché :**

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON  
FROIDE POUR LE RESTAURANT SCOLAIRE MUNICIPAL**

# ACTE D'ENGAGEMENT

**Personne publique contractante :**

COMMUNE DE MAINCY

**Objet de l'accord-cadre :**

**17004V Fourniture et livraison de repas en liaison froide pour les restaurants des écoles maternelles et élémentaires, de la commune de Maincy (77950)**

**Budget :**

BUDGET PRINCIPAL

**Mode de passation et forme de l'accord-cadre :**

Le présent marché est passé en procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

Le présent marché est régi par les règles des accords-cadres exécutés à bons de commande selon les dispositions des articles, R.2162-13 et 14 du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum de 50 000 € conclu avec un seul opérateur économique.

2

**Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :**

le service gestionnaire du marché.

**Ordonnateur :**

Monsieur Alain PLAISANCE, Maire de Maincy

**Comptable public assignataire des paiements :**

Monsieur le trésorier (trésorerie de Melun Val de Seine)

## **SOMMAIRE**

<b><u>ARTICLE PREMIER : CONTRACTANT</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 2 : MONTANT DE L'ACCORD-CADRE</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 3 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 4 : PAIEMENT</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 5 : NOMENCLATURE(S)</u></b>	<b><u>6</u></b>
<b><u>ANNEXE N° 1 : RELATIVE A LA DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE</u></b>	<b><u>8</u></b>
<b><u>ANNEXE N° 2 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS</u></b>	<b><u>13</u></b>

## Article premier : Contractant

Signataire

Nom :

Prénom :

Qualité :

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte

☐ engage la société sur la base de son offre

et

☐ agit en tant que candidat individuel

☐ agit en tant que mandataire :

☐

du groupement

☐

solidaire

☐

non solidaire

☐

du

solidaire

groupement conjoint

groupement conjoint

S'engage, au nom des membres du groupement, qui ont signé la lettre de candidature (DC1) du ..... / ..... /201....., sur la base de l'offre du groupement,

Prestataire individuel ou mandataire du groupement

Raison sociale :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

Numéro au registre du commerce :

Ou au répertoire des métiers :

Code APE :

Numéro de TVA intracommunautaire :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :  
**de l'établissement qui procèdera à la facturation**

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Le N° renseigné est celui sur lequel sera imputée la facturation. Il doit correspondre à l'adresse de l'établissement du soumissionnaire.

Dans l'hypothèse où ce numéro ne correspond pas à l'établissement qui procèdera à la facturation, merci de bien vouloir saisir ci-dessous le n° de SIRET correspondant.

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre indiquées à l'article «pièces contractuelles» du cahier des clauses particulières qui fait référence au CCAG-Fournitures courantes et Services et conformément à leurs clauses et stipulations, je m'engage (nous nous engageons) sans réserve à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

Article 1 BIS : Adresse électronique de référence

L'adresse électronique de référence pour la notification des décisions ou informations de l'acheteur par voie électronique est la suivante (à renseigner obligatoirement) :

--

---

## Article 2 : Montant de l'accord-cadre

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires.

L'accord-cadre est conclu pour un montant annuel sans minimum et avec un maximum de 50 000 € HT

## Article 3 : Durée de l'accord-cadre

### 3.1 – Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre ainsi que les conditions de reconduction sont fixées à l'article 1.1 du cahier des clauses particulières (C.C.A.P.).

### 3.2 – Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécutions sont fixés au CCTP.

## Article 4 : Paiement

La personne publique contractante se libèrera des sommes dues au titre du présent accord-cadre en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants<sup>1</sup> :

- Ouvert au nom de :  
pour les prestations suivantes :  
Domiciliation :  
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :  
IBAN :  
BIC :
  
- Ouvert au nom de :  
pour les prestations suivantes :  
Domiciliation :  
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :  
IBAN :  
BIC :

---

<sup>1</sup> Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur<sup>2</sup> :

☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire;

☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

**NB** : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, l'acheteur considérera que seules les dispositions du C.C.P. s'appliquent.

**Nantissement ou cession de créances :**

☐ demande un certificat de cessibilité avec le marché.

**NB** : Si cette case n'est pas cochée, l'acheteur considérera que l'entreprise ne souhaite pas disposer d'un certificat de cessibilité.

**Avance :**

Conformément au CCAP ou CCP, la ou les entreprises ci-après désignées

☐ refusent<sup>3</sup> de percevoir l'avance

**NB** : Si cette case n'est pas cochée, l'acheteur considérera que l'entreprise accepte le bénéfice de l'avance.

**Article 6 : Nomenclature(s)**

Les classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont communes à l'ensemble des lots et listées ci-dessous :

Classification principale	Classification complémentaire
Services de restauration scolaire. (555231003)	
Services d'élaboration (cuisson) de repas. (553220003)	
Services de préparation de repas. (553210006)	
Services de livraison de repas. (555212000)	

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation de l'accord-cadre à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions des articles L.2141-1 à L.2141-14, et suivants du code de la commande publique

<sup>2</sup> Cocher la case correspondant à votre situation

<sup>3</sup> Cochez la case si vous refusez de percevoir l'avance

## ENGAGEMENT DU CANDIDAT

---

*Fait en un seul original*  
A .....  
Le .....

**Signature du candidat**  
(Nom, qualité du signataire et cachet de l'entreprise)  
*Porter la mention manuscrite*  
*Lu et approuvé*

## ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR L'ACHETEUR

---

*Est acceptée la présente offre pour valoir*  
*accord-cadre*  
A Maincy  
Le .....

**Signature du représentant de l'acheteur**  
**habilité par la délibération en date du**

Le Maire

*(cachet et signature)*

7

Elle est complétée par les annexes suivantes<sup>4</sup> :

- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant (ou DC4) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement
- ☐ Annexe n°... relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6) ;
- ☐ Autres annexes (A préciser) :

**Marché transmis au contrôle de légalité le :**

---

<sup>4</sup> Cocher la case correspondante

## ANNEXE N° 1 : Relative à la déclaration de sous-traitance

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

### A – Identification de l'acheteur

DC4

- Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

**Commune de Maincy**

**77950 Maincy**

Les renseignements relatifs aux nantissements ou cessions de créances seront donnés par :  
**le service gestionnaire du marché.**

### B – Objet du marché public ou de l'accord-cadre

DC4

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

**17004V Fourniture de repas en liaison froide pour le restaurant scolaire des écoles maternelles et élémentaires de la commune de Maincy**

### C - Objet de la déclaration du sous-traitant

DC4

La présente déclaration de sous-traitance constitue :  
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

### D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre

DC4

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

### E - Identification du sous-traitant

DC4

- Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :



- Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :
- Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :
- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*
- Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (article R2193-17 et suivants )  
(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☐ OUI

<b>F - Nature et prix des prestations sous-traitées</b>	<b>DC4</b>
---	------------

**Nature des prestations sous-traitées :**

**Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :**

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : .....
- Montant maximum HT : .....
- Montant maximum TTC : .....

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du code général des impôts :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant maximum hors TVA : .....

**Modalités de variation des prix :**

<b>G - Conditions de paiement</b>	<b>DC4</b>
-----------------------------------	------------

- **Compte à créditer :**  
(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

- **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☐ OUI

<b>H - Capacités du sous-traitant</b>	<b>DC4</b>
---------------------------------------	------------

Récapitulatif des pièces demandées par l'acheteur dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

<b>I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant</b>	<b>DC4</b>
--	------------

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- a) **n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L.2141 à 14 du code de la commande publique**
- b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

**En particulier :**

En cas de redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

<b>J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public</b>	<b>DC4</b>
--	------------

*(Cocher les cases correspondantes.)*

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 137 du décret du 25 mars 2016, en produisant en annexe du présent document :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

11

<b>K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant</b>	<b>DC4</b>
--	------------

A..... le..... le..... Le sous-traitant	A.....  Le candidat ou le titulaire
---	---

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A..... le.....

<p>Le représentant de l'acheteur :</p> <p>Le Maire</p> <p><i>(cachet et signature)</i></p>
--

<b>L - Notification de l'acte spécial au titulaire</b>	<b>DC4</b>
--	------------

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :  
*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A \_\_\_\_\_, le

## ANNEXE N° 2 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

<i>Désignation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Taux T.V.A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	<i>Totaux</i>			